

Rendre le bien pour le mal ou les relations Cuba- Etats-Unis.

Le Gouvernement Révolutionnaire cubain a toujours placé la solidarité internationale au cœur de son action, donnant ainsi vie à la phrase de José Martí : « La Patrie, c'est l'Humanité ».

La coopération cubaine en matière de santé commence en 1963 par Algérie, avec l'envoi de 58 médecins et assistants de santé juste après que ce pays soit devenu indépendant. De 1961 à 2010, Cuba a coopéré avec **157 pays** du monde et à travers ses programmes de partenariat, plus de **350 000** collaborateurs ont prêté leurs services dont environ **135 000** sont des professionnels et techniciens de la **santé** qui ont travaillé dans **107 pays**. En 2010, presque 51 000 collaborateurs prêtent service dans **98 pays et 4 Territoire d'outre-mer**, dont plus de 37 000 dans le secteur de la santé.

On pourrait penser que la solidarité cubaine ne s'exerce qu'envers des pays amis mais tel n'est pas le cas. En particulier lorsqu'une catastrophe naturelle a lieu quelque part dans le monde, Cuba ne regarde pas si elle entretient des relations diplomatiques avec le pays en question et propose son aide dans tous les cas. Cette aide est parfois refusée, nous allons le voir tout à l'heure...

Les relations Cuba-Etats-Unis :

Cuba entretient des relations très particulières avec les Etats-Unis : longtemps néo-colonie de l'Empire qui, après avoir volé au peuple cubain sa victoire sur les Espagnols dans la « Guerre d'Indépendance », lui imposa un gouvernement à leur solde et l'Amendement Platt qui leur permet d'intervenir à Cuba militairement s'ils le jugent nécessaire, Cuba a bien du mal à faire respecter sa souveraineté par ses puissants voisins. La Base Navale de Guantanamo est la dernière survivante des 3 bases étasuniennes installées alors. Fulgencio Batista, le dernier dictateur de l'île, soutenu par les Etats-Unis, sera chassé par la Révolution et dès lors, Cuba connaîtra enfin la pleine souveraineté et l'indépendance.

Au triomphe de la Révolution, le gouvernement cubain n'avait aucune volonté de rompre les relations avec les Etats-Unis, ni même de cesser de faire du commerce avec ce pays. Il voulait simplement que cessent les contrats léonins qui leur étaient imposés jusqu'alors et que les Etats-Unis paient le sucre cubain son juste prix. Mais les Etats-Unis, qui ont toujours considéré Cuba comme leur arrière cour, ne l'entendaient pas de cette oreille. Dès le triomphe de la Révolution cubaine, ils commencent à mettre en place des plans pour déstabiliser Cuba et lui imposer à nouveau un gouvernement à leur solde.

A. Quelques actions étasuniennes envers Cuba :

Dès 1959, commencent les attentats terroristes contre Cuba ou contre les intérêts cubains. Les avions qui lâchent des bombes ou arrosent les cultures de produits destinés à les détruire viennent tous des Etats-Unis.

17 mars 1960 — « Programme d'action secrète contre le régime de Castro » avec

création d'une opposition organisée hors de Cuba, en profitant des exilés cubains, forte offensive de propagande destinée à saper les bases du soutien populaire, introduction à Cuba d'une force clandestine pour la subversion et l'insurrection dans les zones montagneuses, création, hors de Cuba, d'une force paramilitaire composée d'exilés entraînés pour être infiltrés dans le pays afin d'organiser et de diriger l'insurrection dans les montagnes et l'action clandestine dans les villes.

3 juillet 1960 : réduction des importations étasuniennes de sucre cubain.

Août 1960 : L'OEA exclut Cuba sous les pressions des USA.

19 octobre 1960 : embargo partiel et interdiction de tout commerce avec Cuba sauf pour les médicaments et les produits alimentaires.

Décembre 1960 : Opération Peter Pan.

L'Opération Peter Pan est une Opération montée par la CIA au cours de laquelle 14 048 enfants et adolescents cubains, âgés de 6 à 18 ans, seront envoyés aux États-Unis par leurs parents terrorisés par une campagne de désinformation affirmant que le gouvernement cubain allait « nationaliser » les enfants et que l'« autorité parentale » serait supprimée.

3 janvier 1961 : les USA rompent les relations diplomatiques avec Cuba.

17 avril 1961 : Invasion de Playa Giron.

24 octobre 1962 : blocus naval de Cuba par la Marine étasunienne lors de la Crise des Missiles.

8 juillet 1963 : les voyages vers Cuba deviennent illégaux.

1966 : Loi d'Ajustement Cubain qui accorde le droit de séjour aux États-Unis aux émigrés cubains qui arrivent illégalement sur le sol étasunien.

6 octobre 1976 : Luis Posada Carrilès, qui vit actuellement aux États-Unis sans être inquiété, organise l'explosion en plein vol d'un avion de la « Cubana de Aviacion » qui fera 73 morts, dont tous les membres de l'équipe d'escrime junior qui venait de gagner les Jeux Panaméricains.

Le 9 août 1976, au cours de l'Opération Condor, Crescencio Galañena Hernandez est enlevé en compagnie de son compatriote Jesus Cejas Arias, alors qu'ils quittaient l'ambassade de Cuba en Argentine après une journée de travail. Ils transiteront par le centre de torture Orletti, où ils seront interrogés par la SIDE et la DINA, avec la bénédiction du FBI et de la CIA d'après un document daté du 22 septembre 1976, envoyé par l'agent du FBI Robert Scherrer à l'ambassade américaine à Buenos Aires, avec une copie du rapport de la SIDE sur l'interrogatoire.¹ Depuis lors, les deux diplomates étaient portés disparus. Le 11 juin dernier, les restes de Crescencio Galañena Hernandez ont été retrouvés dans trois vieux barils métalliques à demi enterrés. Son corps avait été recouvert de chaux et de béton afin qu'il ne soit jamais retrouvé ni identifié.

¹ Ces meurtres qualifiés de "succès" par le terroriste cubain anti-castriste Luis Posada Carrilès dans ses mémoires.

4 octobre 1983 : Ronald Reagan signe le décret de création de Radio Marti, une station de radio contre-révolutionnaire basée à Miami et financée par le Gouvernement étasunien, qui émet en direction de Cuba pour « promouvoir la liberté et la démocratie » .

5 février 1992 : Loi Torricelli.

1995 : politique des « pieds secs, pieds mouillés » qui permet d'accueillir aux Etats-Unis les Cubains ayant atteint le territoire étasunien illégalement s'ils ont réussi à toucher terre et de renvoyer ceux qui sont interceptés en mer à Cuba.

12 mars 1996 : Bill Clinton signe la Loi Helms-Burton qui renforce le blocus en instaurant des règles plus drastiques que la Loi Torricelli.

Le vol des cerveaux : L'administration Bush imagine un plan pour attirer les médecins cubains et les sportifs de haut niveau. Non content de les faire sortir du pays, ils les poursuivent dans diverses parties du monde. Sont visés en priorité les médecins, et autres spécialistes cubains de la santé qui fournissent des services importants dans des dizaines de pays . La perte de ce personnel qualifié formé gratuitement dans les universités et les écoles polytechniques cubaines ont coûté à la nation des milliers de millions de dollars . Bush n'est plus président des Etats-Unis depuis longtemps mais son « programme Médecins » reste en vigueur.

Les provocations de la SINA :

La Section des Intérêts Nord-américains à La Havane a été mise en place sous la présidence de Jimmy Carter, en 1977, afin d'ouvrir un canal de communication direct et permanent entre les deux gouvernements et de faciliter les démarches consulaires d'intérêt commun. Mais cette représentation diplomatique n'a pas le statut d' « ambassade » et contrairement à la procédure de désignation des ambassadeurs, la nomination du chef de la SINA n'exige pas l'approbation du Sénat, c'est donc bien le choix du Gouvernement qui s'exprime dans le choix de ce chef.

Au fil du temps, cette représentation diplomatique est devenue un véritable Q.G. de la contre-révolution et un véritable nid d'espions. Les provocations des fonctionnaires de la SINA sont multiples et le Gouvernement cubain adresse régulièrement des notes de protestation, qui restent sans effet, à son homologue étasunien.

La plus récente de ces protestations est celle que le Ministère des Relations Extérieures de Cuba, a élevé le 1^{er} novembre 2012 contre l'enseignement de l'informatique organisé sans aucune autorisation dans les locaux de cette représentation diplomatique au mépris de toutes les lois cubaines et des accords qui régissent les relations diplomatiques entre les pays alors que le Gouvernement cubain venait tout juste d'adresser un message de condoléances aux Etats-Unis pour les victimes de l'ouragan Sandy.

Le 3 novembre 2012, sans aucune gêne, le Gouvernement des Etats-Unis reconnaissait ces activités subversives par la voix de la porte parole du Département d'État, Victoria Nuland, qui déclarait que Washington « utilise le Bureau des Intérêts pour donner des cours et des formations à des Cubains qui le demandent... »

Mais la plus connue de ces provocations, et aussi la plus effarante, a été l'installation au sommet de l'édifice, en janvier 2006 d'un gigantesque bandeau lumineux défilant destiné à « faire passer des messages au peuple cubain ». Exemple de ces messages :

« De nombreuses Cubaines décentes ne peuvent vivre décemment qu'en faisant des choses indécentes. Si tu es jeune et jolie, qu'est-ce qui te rapporte le plus : suivre des études ou suivre un Espagnol ? » (transmis le 7 et 8 avril 2006).

D'autres reprenaient des articles de la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » sortis de leur contexte, évidemment...

Il s'agit d'une provocation sans précédent : quelle représentation diplomatique d'un pays respectant le droit international et la souveraineté de l'Etat devant lequel il est accrédité réaliserait une agression de cette nature, s'arrogeant le droit de faire passer de gigantesques annonces lumineuses appelant à détruire l'ordre constitutionnel adopté par le peuple de ce pays ?

Quel pays se permettrait cela, en effet, mais nous pourrions aussi nous demander : quel pays le supporterait ??? Que se passerait-il si une ambassade se permettait cela ? La réponse qui vient à l'esprit automatiquement est que l'Ambassadeur coupable serait immédiatement renvoyé dans son pays. Or, rien de tel à Cuba. Le Gouvernement cubain a fait placer, face au bandeau lumineux, une « forêt de drapeaux » noirs ornés d'une étoile blanche, drapeaux cubains en deuil à cause des milliers de morts causés par les attentats terroristes fomentés depuis le territoire étasunien. Aucune agressivité dans cette action, aucun désir de représailles, juste la vérité...

Les propositions cubaines aux Etats-Unis :

L'affaire des 5 :

Le 12 avril 1997, une bombe explose dans la discothèque de l'hôtel Melia Cohiba. C'est le premier d'une série d'attentats organisés contre les hôtels de Cuba par le réseau mis en place en Amérique Centrale par Posada Carrilès et financée par la Fondation Nationale Cubano Américaine (FNCA) basée à Miami et dont on sait qu'elle est protégée en haut lieu. Michaël Kozak, le chef de la SINA fait parvenir au gouvernement cubain un certain nombre d'informations concernant des attentats en préparation sur l'île.

Le 9 mars 1998, le chef de la SINA est reçu par le MINREX qui lui lit la proposition suivante :

« (...) Ces faits criminels sont extrêmement graves et portent préjudice non seulement à Cuba et aux USA mais à d'autres pays de la région. Nous avons le devoir d'empêcher qu'ils se réalisent impunément. Ceci ne serait pas difficile si les Etats-unis et Cuba coordonnaient la lutte contre ces actions par l'intermédiaire de leurs organes correspondants. (...) »

Le chef de la SINA répond que, si le gouvernement cubain disposait de plus d'informations ou de pistes à suivre pour pouvoir déterminer qui contrôle ou soutient les dites activités, il serait très utile qu'il les fournisse au gouvernement étasunien car celui-ci était fermement décidé à poursuivre les responsables de ces actions et à appliquer la loi contre eux.

Le 9 mai 1998, John Boardman, chef par intérim de la SINA lit au MINREX la proposition suivante du gouvernement étasunien :

« Le gouvernement des Etats-Unis exprime son inquiétude devant ces actions terroristes et se dit prêt à agir à partir de ces informations pour faire appliquer la loi et combattre le terrorisme international. Le gouvernement des Etats-Unis demande au gouvernement cubain de partager les informations adéquates en provenance d'autres gouvernements qui pourraient avoir une relation avec le risque d'actes terroristes concernant des vols à Cuba depuis leurs territoires. »

Le 15 juin 1998, une délégation d'experts du FBI arrive à La Havane et reçoit des mains des autorités cubaines toutes les informations qu'elles ont pu réunir.

Le 12 septembre 1998, Antonio Guerrero, Gerardo Hernandez, Fernando Gonzalez, Ramon Labañino, et René Gonzalez, les 5 agents cubains qui ont permis de collecter toutes ces informations sont arrêtés par le FBI. 4 d'entre eux sont encore en prison, certains condamnés à des peines à perpétuité. Le 5^e, René Gonzalez, condamné à « seulement » 15 ans a été libéré l'année dernière et effectue actuellement 3 années de résidence surveillée à Miami, fief de la mafia anti-cubaine...

RENDRE LE BIEN POUR LE MAL : Les propositions du Gouvernement cubain aux Etats-Unis.

En 1998, les ouragans George et Mitch firent des milliers de victimes en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Cuba, naturellement, envoie immédiatement des brigades médicales sur place. Mais le Commandant Fidel Castro Ruz veut faire mieux : il propose de former à Cuba autant de médecins que les ouragans ont fait de victimes. C'est ainsi que fut créée **l'Ecole Latino-américaine de Médecine (ELAM)** qui permet à des jeunes de milieux défavorisés d'obtenir gratuitement leur diplôme de médecin à Cuba. La seule contrainte pour ces étudiants venus de tous les pays est de retourner, à l'issue de leurs études, dans leur pays d'origine pour mettre leurs compétences au service de leur peuple. Car Cuba ne pratique pas le vol des cerveaux.

En 2010, l'ELAM reçoit des étudiants de 24 pays dont 19 latino-américains, 4 africains, et aussi des Etats-Unis d'Amérique. Ces étudiants nord-américains, peu nombreux il est vrai, à cause des difficultés qu'ils rencontrent pour pouvoir se rendre à Cuba sont également en butte, à leur retour, diplôme en poche, à toute une série de brimades de la part des autorités de leur propre pays...

Le 11 septembre 2001 : déclaration officielle du gouvernement cubain :

“Le gouvernement de la République de Cuba a appris avec douleur et tristesse les nouvelles sur les attaques violentes et par surprise réalisées ce matin contre des installations civiles et officielles à New York et à Washington et qui ont causé de nombreuses victimes.

“La position de Cuba contre toute action terroriste est bien connue” –notre histoire le

prouve, et tous ceux qui connaissent l'histoire de nos luttes révolutionnaires le savent parfaitement. "Il ne faut pas oublier que notre peuple a été victime, durant plus de 40 ans, de telles actions, encouragées depuis le territoire même des Etats-Unis.

"Aussi bien pour des raisons historiques que pour des principes éthiques, le gouvernement de notre pays refuse et condamne énergiquement les attaques commises contre ces installations et exprime ses condoléances les plus sincères au peuple nord-américain pour les pertes, douloureuses et injustifiables, de vies humaines que ces attaques ont provoquées.

"En cette heure amère pour le peuple nord-américain, **notre peuple se solidarise avec le peuple des Etats-Unis et exprime sa totale disposition à coopérer, dans la mesure de ses modestes possibilités, avec les institutions sanitaires et avec toute autre institution à caractère médical ou humanitaire de ce pays, aux soins et à la réhabilitation des victimes causées par les faits qui ont eu lieu ce matin**".

Proposition d'aide humanitaire naturellement refusée par les Etats-Unis bien que ce pays ait fait appel à l'aide internationale, ce qui l'engage, en toute logique, à accepter toute aide qui lui est proposée, de quelque pays qu'elle vienne....

En août, 2005, l' Ouragan Katrina dévaste la Nouvelle Orléans : Cuba propose d'envoyer des médecins pour soigner les victimes : George W. Bush refuse cette aide mais la Brigade Henry Reeve est créée.²

Tout récemment encore, après le passage de l'ouragan Sandy qui a fait 11 morts à Cuba malgré le plan de protection mis en place par les autorités, et des dégâts considérables aux Etats-Unis, Cuba adresse, le 1^o novembre 2012, un message de condoléances au Canada, au Bahamas, à Haïti et à la Jamaïque, mais aussi aux Etats-Unis, pour les pertes humaines et matérielles provoquées par cet ouragan bien que Cuba soit elle-même entièrement mobilisée pour la remise en état des régions dévastées de son territoire.

CONCLUSION : Et le peuple ??

Durant l'année 2012, un conseiller du Sénat étasunien a demandé dans un article publié par le Miami Herald que soient supprimés les programmes subversifs contre Cuba, des directeurs de groupes vocaux des Etats-Unis et de l'Île ont échangé leurs expériences lors du Symposium « Choral Cuba-Etats-Unis » qui a eu lieu à Cuba, un juge fédéral a bloqué

²Depuis sa constitution, la **Brigade Henry Reeve** a accompli des missions dans **7 pays** avec la présence de **4 156 collaborateurs**, parmi lesquels **2 840 médecins**.

Guatemala (Ouragan Stan) : 8 octobre 2005, 687 collaborateurs dont 600 médecins.

Pakistan (tremblement de terre) : 14 octobre 2005, 2564 collaborateurs dont 1463 médecins.

Bolivie (inondations) : 3 février 2006–22 mai, 602 collaborateurs dont 601 médecins.

Indonésie (tremblement de terre) : 16 mai 2006, 135 collaborateurs dont 78 médecins.

Pérou (tremblement de terre) : 15 août 2007-25 mars 2008, 79 collaborateurs dont 41 médecins.

Mexique (inondations) : 6 novembre 2007-26 décembre, 54 collaborateurs dont 39 médecins.

Chine (tremblement de terre) : 23 mai 2008-9 juin, 35 collaborateurs dont 18 médecins.

4619 personnes ont été sauvées, **3 083 158** patients ont été reçus en consultations médicales.

18 898 patients ont subi une intervention chirurgicale.

Un total de 36 hôpitaux de campagne complètement équipés a été installé, offerts par Cuba (**32 au Pakistan, 2 en Indonésie et 2 au**

Pérou). 30 patients blessés par le tremblement de terre du Pakistan ont bénéficié de prothèses de membres à Cuba.

En janvier 2010, la Brigade Henry Reeve est partie pour Haïti.

l'entrée en vigueur dans l'État de Floride d'une nouvelle loi qui interdit de passer des contrats avec des entreprises ayant des liens commerciaux avec Cuba, un groupe d'une soixantaine d'États-Uniens est venu à La Havane pour mieux connaître la pensée de José Martí et a participé aux cours d'été organisés par le Centre d'Études José Martí (CEM), des experts de Cuba et des États-Unis se sont rencontrés pendant 5 jours pour rechercher des opportunités pour la coopération dans la recherche en matière de sciences biologiques et environnementales. Depuis un certain nombre d'années déjà, de nombreuses voix s'élèvent parmi le peuple étatsunien pour demander **la levée du blocus de Cuba, la reprise des relations commerciales et la liberté de voyager dans l'île**. Jean Solbès en citait déjà des exemples dans son livre « Le défi cubain » publié en 1998.

Depuis quelques années aussi, des voix s'élèvent pour demander au président des États-Unis **la libération des 5** : des comités de solidarité se sont créés aux USA, qui organisent de nombreuses actions. **En 2008**, un long article sur le cas des 5 a été publié dans le cadre du Projet Censored³ dirigé par Peter Phillips professeur de sociologie à l'Université d'État de Sonoma, en Californie. **Le 11 août 2010**, l'acteur Danny Glover a rendu visite à Gerardo Hernandez dans sa cellule. **Au mois d'août 2012** Cindy Sheeham a écrit au président Obama également pour lui demander la libération des 5 et, le **3 octobre de cette même année**, l'écrivain et conférencier étatsunien Michael Parenti a accompli la même démarche.

Mais revenons à ce fameux **11 septembre**... Fidel Castro prononce ce jour-là un discours devant des étudiants et des professeurs à l'occasion de la ré-inauguration d'une école. Naturellement, il évoque les attentats qui viennent d'avoir lieu aux États-Unis :

« Aujourd'hui est un jour tragique pour les États-Unis. Vous savez parfaitement qu'ici nous n'avons jamais semé la haine contre le peuple nord-américain. C'est peut être précisément par sa culture et par son manque de complexes que Cuba se sent entièrement libre, une patrie sans maître, le pays où l'on traite avec le plus de respect les citoyens nord-américains. Nous n'avons jamais prêché aucune sorte de haine nationale, ni rien de semblable au fanatisme, c'est pour cela que nous sommes si forts, car notre conduite est fondée sur des principes et des idées, et nous traitons avec grand respect –et ils s'en rendent compte- tous les citoyens nord-américains qui visitent notre pays. Nous n'oublions pas le peuple nord-américain qui mit fin à la guerre du Vietnam en s'opposant à cette guerre génocide. Nous n'oublions pas le peuple nord-américain qui, en un nombre supérieur à 80 % , appuya le retour du petit Elian dans notre pays. Nous n'oublions pas combien d'idéalisme, souvent perturbé par la tromperie, car, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, pour mener un Nord-américain à soutenir une cause injuste, une guerre injuste, il faut d'abord le tromper et la méthode classique utilisée au niveau de la politique internationale de cet énorme pays est celle de tromper d'abord pour compter ensuite sur l'appui de la population. Lorsque l'inverse se produit et le peuple découvre une injustice, de par sa tradition d'idéalisme, il s'oppose à tout ce qu'il a appuyé, bien souvent des causes très injustes, convaincu qu'il soutenait une cause juste. »

Comme vous pouvez le constater, Fidel Castro fait la distinction dans son discours entre le gouvernement des États-Unis et le peuple étatsunien. Rien à attendre, nous l'avons vu du gouvernement étatsunien qui continue toujours, quel que soit le parti qui le dirige, à

³ Chaque année, ce projet publie un livre avec les 25 histoires les plus censurées par les médias corporatifs aux États-Unis. Project Censored est géré par la faculté des sciences sociales de l'Université d'État de Sonoma et les étudiants sont responsables de la recherche et de la rédaction des histoires ignorées par les médias US.

appliquer la même politique stupide et haineuse. Mais le peuple étasunien est-il différent de ses représentants ? Après tout, c'est lui qui les a élus...

Nous l'avons vu, certains, même au sein du Congrès, ne sont pas d'accord avec les positions du Gouvernement concernant Cuba. Fidel, dans discours que nous venons de citer, rappelle que c'est le peuple qui a fait pression pour que le petit Elian puisse rentrer à Cuba, et cette pression s'est avérée efficace. Nous venons également d'évoquer des exemples d'États-Uniens qui, malgré les problèmes que cela peut leur valoir, se rendent tout de même à Cuba ou expriment des positions opposées à celles de leur gouvernement.

Ces exemples peuvent nous faire penser que l'espoir viendra du peuple étasunien mais pour l'instant, la pression qu'il exerce n'atteint pas vraiment la sphère politique où trop de gens dépendent des dollars de la mafia cubano-américaine pour assurer leur élection ou leur ré-élection. C'est sans doute ce qui explique que, pendant que le peuple demande la normalisation des relations avec Cuba, la Section des Intérêts des États-Unis à La Havane (SINA) multiplie les provocations et les actions subversives destinées à promouvoir un changement de régime à Cuba et que le Gouvernement étasunien continue à renforcer le blocus...

Cette discordance est d'autant plus frappante que les États-Unis sont considérés comme un pays démocratique, c'est à dire un pays où les élus représentent vraiment le peuple. Par contre, les médias nous affirment tous les jours péremptoirement que « Cuba est une dictature ». Cependant, nous pouvons constater dans le cas qui nous occupe comme dans bien d'autres, que le peuple cubain ne se démarque pas des positions de son Gouvernement. Sans doute est-il mieux représenté par ses élus que le peuple étasunien. On peut se demander pourquoi mais ceci est une autre histoire...

Françoise Lopez
19 novembre 2012
Semaine de la Solidarité Internationale
Salon-de-Provence

Cuba Si France Provence
06 71 78 59 72
cubasifranceprovence@orange.fr

cubasifranceprovence.over-blog.com